

“La Russie tient le sort de l'Arménie dans ses mains”

Arménie Le mécontentement populaire s'assortit d'une union des opposants, une nouveauté pour le professeur Bernard Coulie (UCL).

Entretien Christophe Lamfalussy

Que se passe-t-il en Arménie, ce petit pays enclavé où la population a manifesté pendant trois semaines pour réclamer le changement, sa “révolution de velours” ? “La Libre Belgique” a interrogé Bernard Coulie, ancien recteur de l'UCL et surtout grand spécialiste de l'Arménie où il se rend plusieurs fois par an depuis trente ans.

Bernard Coulie, vous connaissez très bien l'Arménie. Ce qui se passe là est-il exceptionnel ?

Ce n'est pas la première manifestation populaire contre des décisions du pouvoir, mais d'une telle ampleur, c'est vraiment exceptionnel. D'autant plus que cela se passe de façon pacifique. Jusqu'à présent, il n'y a eu aucun blessé.

Qui démontre une profonde insatisfaction des citoyens à l'égard du pouvoir en place ?

Oui, il y a un grand mécontentement. Le pouvoir est en place quasiment depuis l'indépendance du pays en 1991. Le même parti, le même clan, la même oligarchie. Les progrès économiques sont très lents. Les gens comparent avec la Géorgie voisine, où c'est beaucoup plus dynamique. La non-résolution du conflit du Haut Karabagh (territoire disputé par l'Azerbaïdjan) pèse également. Tous les jeunes sont obligés de faire leur service militaire au Karabagh où ils risquent leur vie. Pour échapper à cela, les familles envoient leurs enfants hors d'Arménie. Cela entraîne une émigration et une baisse de la démographie. Le mécontentement est énorme. Mais malgré tout, le pouvoir en place a toujours gagné les élections.

Un paradoxe...

Oui. Il fallait une étincelle pour faire exploser le baril de poudre. Le détonateur a été Serge Sarkissian qui a voulu passer de président à premier ministre. L'opposition, par la voix de Nikol Pachinian, appelle à la désobéissance civile, mais dans le calme.

Y a-t-il un consensus pour dire qu'il faut changer les choses ?

Ce qui est nouveau, c'est qu'il y a une union des opposants. Nikol Pachinian ne représente pas grand-chose. Il représente une partie d'une coalition - le bloc d'opposition Yelk - qui n'a fait que 8 % aux élections législatives. Le parti de Pachinian n'est que l'un des trois membres de cette coalition. En soi, il ne représente rien.

Mais il se permet de dire : nous sommes le peuple !

C'est un très bon orateur. Mais il se fait que des alliés du pouvoir en place ont fait défection, dont le parti de la Fédération révolutionnaire arménienne (FRA) mais surtout le parti Arménie prospère, qui est la deuxième plus grande formation au Parlement, longtemps alliée soit directe soit indirecte au pouvoir en place. Pachinian parle non plus seulement pour son petit parti mais pour presque la moitié de l'échiquier politique. C'est une alliance de circonstance. Il ne faut pas trop rêver... Ils sont tous d'accord pour éliminer le pouvoir en place. Cela ne veut pas dire qu'ils seront tous d'accord pour déterminer ce qui viendra à la place.

Le Kremlin reste discret. Pourquoi la relation avec la Russie est-elle si importante ?

Elle est très importante pour deux raisons, l'une économique et l'autre stratégique. L'approvisionnement en gaz vient de Russie et c'est elle qui détermine le prix. Même s'il y a une centrale nucléaire et de l'hydroélectricité dans le pays, une partie de l'électricité est produite à partir du gaz russe. L'Arménie est enclavée. Elle n'a pas d'accès à la mer. La frontière avec l'Azerbaïdjan et la Turquie est fermée. Il reste une petite frontière avec l'Iran et celle avec la Géorgie par laquelle transite tout le commerce avec la Russie. Cette frontière est capitale. La Russie tient le sort de l'Arménie dans ses mains. C'est elle qui maintient l'équilibre pour empêcher un conflit ouvert entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Elle dispose d'une grosse base militaire. Elle surveille les frontières extérieures car ce sont celles de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), qui regroupe l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan. Sans la Russie, il n'y a plus de vie économique et probablement, il y aurait une guerre.

C'est important aussi pour la Russie ?

Oui, car c'est une ouverture vers le Moyen-Orient et vers l'Iran. La base russe est à la frontière turque, à Gyumri.

Pourrait-on voir un scénario à l'ukrainienne ou à la géorgienne avec une partie de la population qui se réclame plus pro-européenne que pro-russe ?

C'est possible. Pachinian a toujours été très pro-européen et

contre l'entrée de l'Arménie dans l'union douanière eurasiatique. Maintenant il dit qu'il ne veut plus en sortir, mais, dans le passé, il était toujours opposé à une alliance avec la Russie. Dans tout ce mouvement il y a aussi un souhait de moins dépendre de la Russie et de plus se tourner vers l'Europe. Une partie de plus en plus importante de la population est née après l'indépendance, n'a pas connu l'Union soviétique et souhaite se rapprocher de l'Europe. Un basculement est en train de se produire. Mais ils devront le faire de manière très prudente car ils n'ont pas les moyens de se passer de la Russie.

Mercredi soir, Nikol Pachinian a appelé à la fin des manifestations en affirmant qu'il avait le soutien de tous les partis pour être élu Premier ministre le 8 mai.

Je ne suis pas convaincu. Il faut lire entre les lignes. Le parti républicain, qui est au pouvoir, a dit qu'il ne s'opposerait pas à l'élection d'un Premier ministre et qu'il voterait pour un candidat présenté par un tiers du parlement. Il n'a pas dit qui. Il pourrait très bien y avoir un troisième homme. Je n'exclus pas cette solution, pour faire la transition. Car ce qui est en jeu, c'est de voter la réforme du code électoral pour convoquer des élections anticipées et pour s'assurer que ne votent que ceux qui sont présents physiquement au bureau de vote. La diaspora est deux fois plus importante que la population arménienne, qui fait officiellement 3 millions d'habitants, en réalité 2,5 millions car beaucoup sont partis à l'étranger.

“Une partie de plus en plus importante de la population est née après l'indépendance, n'a pas connu l'Union soviétique et souhaite se rapprocher de l'Europe.”

Bernard Coulie
Professeur à l'UCL, spécialiste de l'Arménie